

Nicolas  
BAVEREZ

# L'alerte démocratique

« *Se reposer ou être libre :*  
*il faut choisir* » Périclès



# L'Alerte démocratique



Nicolas Baverez

# L'Alerte démocratique

L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-0872-3  
Dépôt légal : 2020, février  
© Éditions de l'Observatoire/Humensis 2020  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Pour Raymond Aron,  
qui sauva l'honneur des intellectuels français  
face aux totalitarismes du xx<sup>e</sup> siècle



« Je ne suis pas beau, je ne suis pas beau. Ce sont eux qui sont beaux. J'ai eu tort ! Oh ! comme je voudrais être comme eux. Je n'ai pas de corne, hélas ! que c'est laid, un front plat. Il m'en faudrait une ou deux, pour rehausser mes traits tombants. Ça viendra peut-être, et je n'aurai plus honte, je pourrai aller tous les retrouver. Mais ça ne pousse pas ! Mes mains sont moites. Deviendront-elles rugueuses ? J'ai la peau flasque. Ah ! ce corps trop blanc, et poilu ! Comme je voudrais avoir une peau dure et cette magnifique couleur d'un vert sombre, une nudité décente, sans poils, comme la leur ! Leurs chants ont du charme, un peu âpre, mais un charme certain ! Si je pouvais faire comme eux. Ahh, ahh, brr ! non, non, ce n'est pas ça, que c'est faible, que cela manque de vigueur ! Je n'arrive pas à barrir. Je hurle seulement. Ahh, ahh, brr ! Les hurlements ne sont pas des barrissements ! Comme j'ai mauvaise conscience, j'aurais dû les suivre à temps. Trop tard maintenant ! Hélas, je suis un monstre, je suis un monstre. Hélas, jamais je ne deviendrai rhinocéros, jamais, jamais ! Je ne peux plus changer. Je voudrais bien, je voudrais tellement, mais je ne peux pas. Je ne peux plus me voir. J'ai trop honte ! Comme je suis laid ! Malheur à celui qui veut conserver son originalité ! Eh bien tant pis ! Je me défendrai contre tout le monde ! Ma carabine, ma carabine ! Contre tout le monde, je me défendrai ! Je suis le dernier homme, je le resterai jusqu'au bout ! Je ne capitule pas ! »

Eugène Ionesco, *Rhinocéros*



## *Introduction*

# Mortelle démocratie

« Écoutant, en effet, les cris d'allégresse qui montaient de la ville, Rieux se souvenait que cette allégresse était toujours menacée. Car il savait ce que cette foule en joie ignorait, et qu'on peut lire dans les livres, que le bacille de la peste ne meurt ni ne disparaît jamais, qu'il peut rester pendant des dizaines d'années endormi dans les meubles et les linges, qu'il attend patiemment dans les chambres, les caves, les malles, les mouchoirs et les paperasses, et que, peut-être, le jour viendrait où, pour le malheur et l'enseignement des hommes, la peste réveillerait ses rats et les enverrait mourir dans une cité heureuse. »

Albert Camus, *La Peste*

La démocratie peut s'effondrer de l'intérieur et basculer dans la tyrannie, quand les citoyens l'abandonnent par fascination pour la force ou par recherche de la sécurité, par ambition ou par conformisme, par lassitude ou par peur. Cette dynamique fut au cœur des totalitarismes du xx<sup>e</sup> siècle. La guerre totale de 1914-1918 donna naissance à l'État total. L'atomisation des individus, la déstabilisation des classes moyennes,

la misère et l'ensauvagement des sociétés provoqués par la guerre suivie de la grande déflation permirent à Lénine, à Mussolini et à Hitler de conquérir le pouvoir en Russie, en Italie et en Allemagne puis d'asseoir leur pouvoir absolu sur un mélange de foi dans une idéologie d'État et de terreur. Le même processus fut utilisé par Staline pour soviétiser l'Europe centrale et orientale après 1945.

Nous ne sommes ni dans les années 1930 ni dans les années 1950. L'âge de l'histoire universelle paraît aux antipodes de la grande déflation et de la marche à la guerre de la décennie 1930 ou de la guerre froide. Les totalitarismes du xx<sup>e</sup> siècle ont disparu ; la dissuasion liée aux armes de destruction massive prévient pour l'heure les conflits armés majeurs ; le capitalisme s'est mondialisé ; le krach de 2008 n'a pas dégénéré en dépression planétaire ; les sociétés et les hommes sont interconnectés ; l'Occident a perdu le monopole du pilotage économique et géopolitique qu'il détenait depuis les Grandes Découvertes de la fin du xv<sup>e</sup> siècle.

Pour autant, notre temps présente des points communs avec les moments critiques du xx<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord, nous vivons une accélération de l'histoire, caractérisée par le bouleversement du capitalisme, des technologies et du système géopolitique mondial qui entraîne une remise en question radicale de la situation des individus, des entreprises et des nations. Par ailleurs, émergent des similitudes entre les configurations. Une paix manquée en 1989 comme en 1918 qui n'a pas fondé un ordre international stable. Une compétition pour le leadership qui débouche sur une nouvelle guerre froide entre les États-Unis, en déclin relatif, et la Chine, qui, par la voix de Xi Jinping, se fixe ouvertement depuis le XIX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste comme objectif

l'hégémonie mondiale à l'horizon de 2049. La montée de la violence qui se libère des cadres qui lui avaient été imposés et le renouveau des menaces stratégiques émanant des démocraties et du djihadisme. Les séquelles d'un krach majeur du capitalisme. Une révolution technologique qui bouleverse les modèles économiques des nations, les chaînes de valeur des entreprises, l'organisation et les formes du travail. L'atomisation des individus et la déstabilisation des classes moyennes des pays développés.

L'histoire ne se répète jamais à l'identique. Le *xxi*<sup>e</sup> siècle ne retourne pas aux grandes guerres, aux catastrophes économiques ou aux idéologies du *xx*<sup>e</sup> siècle : ce sont les années 1930 et 1950 qui reviennent vers nous, sous la forme d'une crise existentielle de la démocratie. Hier, les nations libres furent prises en étau entre le soviétisme, le fascisme et le nazisme, sur fond de destruction de la civilisation libérale du *xix*<sup>e</sup> siècle et de suicide de l'Europe par les conflits mondiaux. Aujourd'hui, elles sont frappées de plein fouet par une onde de choc populiste qui remet en question non seulement leurs institutions mais leurs valeurs.

Trente ans après la chute du mur de Berlin, les démocraties du monde développé, après avoir cultivé l'illusion de la fin de l'histoire et de leur triomphe pour l'éternité<sup>1</sup>, se redécouvrent mortelles. Elles sont bousculées sur le plan économique par la concurrence des pays émergents, qui entraîne le basculement du centre de gravité du capitalisme vers le sud et l'est, et qui

1. Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Free, 1992 ; *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, 1992, rééd. « Champs », 1993.

déstabilise leurs classes moyennes, socle de leur stabilité politique. Elles font face à la renaissance agressive, sur les ruines des idéologies du xx<sup>e</sup> siècle, du nationalisme et du fanatisme religieux – incarné par le djihadisme –, dont Tocqueville soulignait à raison qu'ils constituent les plus puissantes des passions politiques. Elles sont enlisées dans des guerres sans fin, de l'Afghanistan au Sahel en passant par l'Irak et la Syrie, qui révèlent leur égale impuissance à prendre une décision militairement et à imposer politiquement une paix durable. Loin de s'imposer comme une norme universelle, la démocratie est confrontée à la montée en puissance de régimes politiques alternatifs avec la démocrature<sup>1</sup> et la démocratie illibérale, qui revendiquent d'apporter une meilleure réponse aux demandes de prospérité, de sécurité et de stabilité des peuples et qui militent pour la mise en place d'un ordre postoccidental.

Ce ne sont pourtant ni les hommes forts des démocraties, Xi Jinping, Vladimir Poutine ou Recep Erdogan, ni les djihadistes de l'État islamique qui constituent l'adversaire le plus dangereux des démocraties. Leur premier et plus redoutable ennemi est intérieur : il s'agit du populisme.

Depuis son invention par Athènes, la démocratie a dévoilé sa principale fragilité, qui réside moins dans sa capacité à affronter la guerre et le risque de défaite qu'elle implique que dans sa corruption interne par la

1. La démocrature est un régime politique autoritaire organisé autour du culte d'un homme fort et de l'exacerbation des pensées identitaires, nationales et religieuses. Elle s'appuie non sur une terreur de masse, mais sur la répression ciblée de toute forme d'opposition et récuse l'État de droit. Elle contrôle l'économie à travers des oligarques proches du pouvoir et place la société sous la surveillance de l'État, en recourant aux technologies numériques, et notamment à la reconnaissance faciale.

démagogie. Thucydide a ainsi analysé, dans *La Guerre du Péloponnèse*, les raisons de la chute de la première démocratie de l'histoire, qui ne survécut que quelques décennies, entre 461 et 404 avant Jésus-Christ. La défaite militaire face à Sparte à l'issue de la désastreuse expédition de Sicile fut davantage la conséquence que la cause de la crise de la démocratie athénienne. Elle fut provoquée, après la mort de Périclès, victime de la peste en 429, par le déclin du civisme et la décision des citoyens de remettre le destin de la cité entre les mains des démagogues, Cléon puis Alcibiade.

La démocratie reste le seul régime politique qui garantisse la liberté et la dignité des hommes, tout en étant le plus favorable au progrès économique et social. Mais elle ne dispose d'aucune assurance de survie ni de supériorité intrinsèque sur ses adversaires en toutes circonstances. Elle possède des ressources insoupçonnées mais aussi des fragilités profondes, qui peuvent entraîner son effondrement rapide. La liberté politique n'a en effet rien de naturel. Elle repose sur des principes contradictoires – la passion de l'égalité pouvant à tout moment se retourner contre la liberté –, sur des institutions et des procédures complexes, sur la modération. Surtout, elle a pour garants ultimes l'esprit de responsabilité et l'engagement absolu des citoyens à la défendre. La démocratie n'est donc jamais donnée : elle est bien moins simple et immédiate que les systèmes tyranniques, fondés sur le devoir d'obéissance et sur l'organisation hiérarchique de la société et du pouvoir. On ne naît pas libre, on le devient par l'éducation et l'exercice de la raison critique. Et on le reste seulement dans la mesure où l'on assume le primat de la liberté politique et la responsabilité de sa défense.

Voilà pourquoi les démocraties ont plus souvent été emportées par leurs dérèglements intérieurs, par la corruption et par les démagogues que par des défaites militaires – telle la III<sup>e</sup> République à la suite de la débâcle de juin 1940 –, par des coups d'État – à l'image des *golpe* en Amérique latine ou des colonels grecs – ou par des guerres civiles – comme en Espagne entre 1936 et 1939. Lénine a pris le pouvoir en Russie par un coup de force qui a remis en question la première élection libre d'une assemblée, puis institué d'emblée la terreur. Mais ce n'est qu'après avoir emporté la majorité absolue aux élections législatives de 1924 et l'assassinat de Giacomo Matteotti que Mussolini met en place l'État fasciste. Ce n'est qu'après les élections de mars 1933 que Hitler lance la révolution nationale-socialiste en érigeant le NSDAP en parti unique, en entreprenant la liquidation de ses opposants, en concentrant tous les pouvoirs à la tête d'un État racial – révision constitutionnelle validée par 90 % des électeurs lors du plébiscite du 19 août 1934. Le fascisme et le nazisme ont donc gagné politiquement et intellectuellement avant de mettre en place les institutions de la dictature.

Dans le domaine de l'histoire, il n'est pire erreur que l'anachronisme. Les mouvements populistes ne sont pas des réincarnations du fascisme ou du nazisme, contrairement à ce que prétend Madeleine Albright, secrétaire d'État du président Bill Clinton<sup>1</sup>. Ils ne se réclament pas d'idéologies totalitaires. Ils rassemblent des mouvements contestataires hétérogènes, conduits par des chefs charismatiques, qui se saisissent du désarroi créé par la mondialisation, la révolution numérique, les mouvements migratoires ou le déclin de l'Occident face à

1. Madeleine Albright, *Fascisme. L'alerte*, Paris, Salvator, 2019.

l'ascension de la Chine pour dresser le peuple contre les élites et exacerber les passions identitaires.

Le moment populiste entend ainsi substituer au *demos*, peuple constitué politiquement par des citoyens libres, le *laos*, plèbe inorganisée composée d'individus atomisés : ne croyant plus à rien, ils sont prêts à tout, par désespoir et par détestation de la société. Il met à son service les technologies de l'information, notamment les réseaux sociaux qui contribuent à la fragmentation de la société et de la nation tout en favorisant une propagande fondée sur la manipulation de l'information. Le principal point commun avec les idéologies du xx<sup>e</sup> siècle demeure les passions profondes sur lesquelles les populistes construisent leur succès : la haine sociale ; la fascination pour les hommes forts et la violence ; le protectionnisme ; la convergence entre les passions égalitaires, nationales et raciales.

Le défi du populisme à la démocratie n'est ni un accident, ni une parenthèse ponctuelle destinée à se refermer rapidement. Il pèsera durablement sur le destin du xxi<sup>e</sup> siècle qui s'organise autour de la liberté politique. L'enjeu n'est plus le combat de la démocratie contre les sociétés d'Ancien Régime comme au xix<sup>e</sup> siècle ou contre le totalitarisme comme au xx<sup>e</sup> siècle, mais celui de la démocratie contre la démocrature, dont le populisme est le meilleur allié.

Il ne fait pas de doute que la liberté politique se trouve désormais menacée. D'un côté, la démocratie est minée par la tentation autoritaire dont Alexis de Tocqueville avait entrevu le danger dans l'Amérique de la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> : la fracture de

1. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tomes I et II, Paris, Flammarion, GF, 1981.

la société entre une élite animée par le mépris et un peuple en proie à une colère aveugle ; la cannibalisation du bien commun par l'individualisme ; la passion de l'égalité dressée contre la liberté ; l'oppression de la minorité par la majorité ; la dérive despotique ; la montée en puissance d'un État tout-puissant face à des individus atomisés acceptant leur servitude volontaire. De l'autre, la division des nations libres, du fait du repli des États-Unis – dont la garantie de sécurité est devenue virtuelle – comme de la déchirure de l'Europe en raison du Brexit, ouvre un formidable espace diplomatique et stratégique à tous les ennemis de la liberté, des dirigeants des démocraties aux djihadistes en passant par les extrémistes.

Dans la lutte à mort qui s'ouvre entre démocratie et populisme, la France dispose d'une place aussi déterminante que paradoxale. Depuis des décennies, elle est devenue l'homme malade du monde développé et l'un des principaux foyers du populisme. Rongée par la démagogie intérieure qui s'incarne dans la dérive de la dépense et de la dette publiques, ivre d'une quête sans limites de l'égalité, elle a largement contribué à populariser le nationalisme, le protectionnisme et la xénophobie. Mais dans le même temps, l'élection présidentielle de 2017 l'a érigée en symbole apparent de la résistance au populisme. La victoire aussi inattendue que sans appel d'Emmanuel Macron sur Marine Le Pen a été interprétée non seulement comme le choix de la réforme contre l'immobilisme et la démagogie, mais aussi comme un coup d'arrêt porté à la vague populiste, après le Brexit et l'élection de Donald Trump.

L'illusion s'est rapidement dissipée. La percée de l'extrême droite en Allemagne et en Autriche, l'arrivée au pouvoir de la coalition antisystème en Italie et sa prise

de contrôle par Matteo Salvini, la radicalisation de Donald Trump, l'éviction de Theresa May au profit de Boris Johnson, partisan d'un Brexit sans accord avec l'Union européenne, ont montré que la poussée populiste n'était nullement enrayée. Simultanément, les turbulences qui ont touché la France avec le mouvement des Gilets jaunes, puis la répétition du séisme social de 1995 autour de la réforme des retraites ont souligné qu'elle n'était nullement une île protégée de la crise des démocraties : elles ont aussi mis en évidence l'ambiguïté profonde d'Emmanuel Macron et du système de pouvoir qu'il a organisé, qui prétend combattre le populisme en retournant contre lui une partie de ses armes. Au-delà même de la politique, c'est toute la société française qui, loin d'être immunisée contre le populisme, en est imprégnée.

Du côté des Gilets jaunes, la jacquerie fiscale a débouché sur le nihilisme. Le mouvement ne dispose ni de leaders crédibles, ni d'un projet politique, ni d'une utopie mobilisatrice. Il annihile toute tentative d'organisation et se retourne contre ses propres militants dès qu'ils souhaitent s'engager dans une expression ou une démarche politiques, comme il a été montré lors des élections européennes. Il n'a plus pour ciment que la haine sociale et la violence. Au nom de la détestation des élites et de la dénonciation du système politique, il agrège tous les extrémismes et légitime les idéologies les plus perverses, de l'antiparlementarisme à l'antisémitisme. Du côté des syndicats, la priorité va toujours à la défense des agents du secteur public contre les salariés du secteur privé et des retraités contre ceux qui travaillent.

Le pouvoir d'Emmanuel Macron présente l'autre face de la même médaille, confirmant le jugement de

Montesquieu qui relevait que, « pour qu'un homme soit au-dessus de l'humanité, il en coûte trop cher à tous les autres ». Sous la figure de l'homme providentiel appelé à sauver la patrie et la promesse de l'avènement d'un nouveau monde pointent des traits caractéristiques d'un techno-populisme. La personnalisation extrême du pouvoir qui s'est incarnée dans le choix de dénommer le parti par les initiales de son chef (En Marche), puis dans une concentration inédite de toutes les décisions à l'Élysée. La mobilisation autour de la mise en marche des militants, de la société et de l'État, qui fait écho à la marche sur Rome des squadristes en 1922. L'affichage de la proximité avec le peuple contre les élites confondues avec la corruption de l'ancien monde, quand bien même Emmanuel Macron et tous ses collaborateurs en sont issus. Le mépris pour le Parlement – dont l'abaissement constitue la seule ligne directrice du projet de révision constitutionnelle – et les partis, les syndicats et la société civile. Le renforcement de la démocratie directe et la recentralisation à outrance contre le principe de représentation et le jeu des contre-pouvoirs. La volonté de s'émanciper de la règle de droit et des principes qui s'appliquent au fonctionnement de l'État, pleinement mis en lumière par l'affaire Benalla. La stratégie politique poursuivant la destruction de tous les partis et les forces politiques modérées pour structurer le débat autour d'un face-à-face délétère avec l'extrême droite et d'une confrontation entre technocrates et démagogues.

Au total, si les partis populistes ne gouvernent pas encore, le populisme est déjà au pouvoir dans notre pays. Populisme fiscal et budgétaire avec la course folle des dépenses sociales qui cannibalisent l'État régalien ou la taxation confiscatoire d'une minorité qui va de pair avec la gratuité généralisée des services pour le